

politique de l'aide aux étudiants, relativement aux emplois d'été. Cette politique nous fait constater qu'une partie des étudiants seulement pourront songer à trouver un emploi durant l'été, ce qui coûtera 50 quelques millions de dollars. Ceci ne représente pas 50 p. 100 des étudiants qui seront en congé, cet été.

Lors du dernier congrès libéral, à Québec, les jeunes, conscients de leurs besoins, ont voté en faveur d'une résolution visant à l'établissement d'un service civil. J'avais pensé à un service civil disciplinaire. C'était peut-être sévère. On a opté pour un service civil qui serait de nature à donner un emploi à tous les étudiants du Canada. Cette résolution qui a été adoptée est excellente. Je ne m'oppose pas à le dire, mais j'ai cru, il y a quelques mois—et je l'ai dit à la Chambre—que l'établissement d'une politique en ce qui a trait aux étudiants était d'une nécessité évidente. Il semble que le gouvernement n'ait pas l'intention d'y donner suite. Je comprends la déception de ces jeunes devant l'attitude du gouvernement. On veut parer à cette résolution qui est un mal. On veut se donner, par ce service, la possibilité de remédier à cette situation. La création d'un service civil à la grandeur du pays aurait été de nature à créer des milliers d'emplois. Et si je comprends bien le sens de la résolution qui a été adoptée, la Fonction publique aurait pu permettre à tous les étudiants d'occuper un emploi, libre à chacun de postuler cet emploi. Mais nous aurions ainsi orienté convenablement cette jeunesse qui se demande dans quelle mesure les députés sont sérieux.

Ayant répondu favorablement à une résolution semblable, nous aurions prouvé à cette jeunesse que les députés sont conscients de leurs problèmes et sont désireux de voir les jeunes devenir actifs dans la société, leur ayant permis de se donner des responsabilités et de gagner un salaire qui leur aurait permis de poursuivre leurs études, sans toujours compter sur la bourse d'études, qui vient souvent en retard, ou sur les ressources de leurs parents, souvent insuffisantes, et c'est justifié.

Je me demande jusqu'à quel point le gouvernement a fait son possible et s'est montré conscient des besoins de ces étudiants. En songeant à l'avenir du Canada, je crois qu'il est très important de donner à chaque étudiant une certaine responsabilité, avec une rémunération qui lui permette de poursuivre ses études.

Je voudrais aussi, monsieur l'Orateur,...

M. l'Orateur suppléant (M. Richard): Je regrette de faire remarquer à l'honorable député que sa période de temps est écoulé.

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, je viens d'écouter le discours de l'honorable ministre du Revenu national (M. Gray), et celui d'un député de l'opposition officielle, qui a félicité, à ma grande surprise, l'honorable député de Bellechasse (M. Lambert). C'est un procédé peu commun pour un politicien de féliciter un groupe, mais un député désire d'ordinaire s'attaquer au chef. Les idées énoncées aujourd'hui par l'honorable député de Bellechasse et défendues en cette enceinte, sont exactement les mêmes que celles exposées si souvent en cette enceinte par l'honorable député de Témiscamingue (M. Caouette), chef du Ralliement créditiste.

Elles sont exactement les mêmes, également, que celles qui ont été exposées depuis 36 ans en cette enceinte. Lorsqu'on a parlé de crédit social à la Chambre, qu'il s'agisse

[M. La Salle.]

de députés créditistes de l'Ouest ou du Ralliement créditiste de la province de Québec, nous nous en sommes toujours tenus aux principes.

Et l'honorable député de Joliette (M. La Salle) a approuvé notre projet d'accorder des crédits à la population, dans différents secteurs de l'économie, mais il ne nous a pas dit où est-ce qu'il les prendrait ces crédits. C'est cela que nous aurions bien aimé savoir, où les prendre les crédits. Dans les poches des citoyens qui sont déjà «cassés», qui sont déjà trop taxés?

M. La Salle: A la Banque du Canada!

M. Rondeau: J'aurais aimé que l'honorable député de Joliette le dise pendant qu'il avait la parole et qu'il le répète en cette enceinte.

M. La Salle: A la Banque du Canada!

M. Rondeau: Nous avons une solution à proposer. Nous disons que les crédits doivent être pris à la Banque du Canada, et nous sommes toujours constants avec nos propositions.

Monsieur le président, il est drôle pour nous, du Ralliement créditiste, d'entendre certains députés parler d'une chose qu'ils ne connaissent pas. Nous constatons vite qu'ils ne l'ont jamais étudiée. Certains d'entre eux, je le conçois, ont de meilleures connaissances, mais leurs attaches politiques les empêchent d'étaler leurs connaissances au grand jour. Je connais certains députés libéraux, entre autres, qui connaissent très bien les rouages de la finance, du système bancaire au Canada.

Ils me font penser, lorsqu'ils parlent de crédit social, à trois individus qui, un jour, étaient devant un éléphant dans le jardin zoologique de Granby et qui avaient les yeux bandés. Et il y en avait un qui se trouvait près de la patte d'un éléphant et essayait de dire où il était. En touchant la patte du pachyderme, il en déduit qu'il est dans un temple, près d'une colonne.

• (9.00 p.m.)

Un autre individu qui tâtait le corps de l'éléphant croyait qu'il était dans un entrepôt, et qu'il touchait à un baril quelconque. Un troisième individu touchant la trompe de l'éléphant croyait tenir un câble dans ses mains.

Lorsque j'écoute les députés des partis de l'opposition, ils me font penser à des gens qui, dans le domaine économique, ont les yeux bouchés. De temps en temps, ils disent: Nous avons favorisé l'emploi. Un peu plus tard ils diront: Nous devons combattre l'inflation, ou encore: Nous devons augmenter ou contrôler les prix, ou encore créer une commission destinée à contrôler les prix. On ne nous propose toujours en cette Chambre que des solutions temporaires, des solutions de «tâteux», des solutions de personnes qui avancent dans l'obscurité, qui ont les yeux bouchés, et qui, dans le domaine économique, vont à l'aveuglette.

L'honorable ministre du Revenu national (M. Gray) a pris ce soir la parole sur la motion à l'étude, au nom du gouvernement. J'aurais aimé que le ministre des Finances (M. Benson) soit à la Chambre pour nous répondre, car nous savons très bien que l'honorable ministre du Revenu national n'a toujours qu'une chose en tête, taxer, «pomper» l'argent des poches des citoyens pour alimenter le fisc.